

CENTRE HOSPITALIER DE LA HAUTE COTE D'OR

SITE DE MONTBARD



**REMPLACEMENT ET MISE A NIVEAU
DES INSTALLATIONS DE SECURITE INCENDIE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

LOT 2 MENUISERIES INTERIEURES-

Maître d'Ouvrage

CH DE LA HAUTE COTE D'OR

Direction du Patrimoine, de la Logistique, Des Achats et des Travaux

7 Rue Guéniot 21 350 VITTEAUX

Tél. : 03 80 91 21 21

Courriel : yannick.choulot@ch-hco.fr

Assistance technique – Coordination SSI

BET CORNET

12 Rue Victor Delavelle 25000 BESANCON

Tél. : 06 44 10 56 75

Courriel : bet.cornetemmanuel@gmail.com

SUIVI ET MODIFICATIONS

Indice	Date	Objet	Pages
00	15/01/2025	Création document	Toutes
01	29/03/2025	Mise à jour suite observations MOA	Toutes
02	18/04/2025	Mise à jour suite observations MOA	Toutes

1 INTRODUCTION

1.1 OBJET DU CCTP

Ce **C**ahier des **C**lauses **T**echniques **P**articulières et ses annexes donnent la description et les spécifications techniques retenues pour remplacer et mettre à niveau le SSI du site et réaliser quelques améliorations induites.

Les travaux du présent lot 2 comportent en résumé:

- le remplacement de 2 portes coupe-feu PCF
- la pose de ventouses et de contacts de position sur quelques portes existantes
- toutes les prestations nécessaires au bon déroulement des travaux précités : déposes, protections, nettoyages, rebouchements et calfeutrements CF, etc.

Le CCTP constitue le Dossier Technique joint aux autres pièces administratives et contractuelles constitutives du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) puis du marché contracté avec l'opérateur économique : Acte d'engagement, CCAP, CCAG, CCTG, calendrier d'exécution ou autres. A défaut, il sera fait application des dispositions générales du CCAG travaux applicables aux marchés publics.

Dans le CCTP l'opérateur économique est désigné indifféremment par l'un des substantifs suivants : titulaire, entreprise, entrepreneur ou groupement, le Maître d'Ouvrage ou le Bureau d'Etudes par les acronymes MOV et BET, et l'établissement par CH.

En cours d'opération, le CH est représenté soit par le Directeur Technique du CH de la Haute Côte d'Or, soit par le Responsable Technique du site.

Ce dossier CCTP contient les éléments suivants :

- Des pièces écrites, réunies dans le présent document technique constituant le cahier des clauses techniques et particulières,
- Des plans dont la liste figure en annexe,
- Des pièces annexes :
 - * La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire à compléter par l'entreprise.
 - * Un planning général de l'opération.
 - * Un cadre de mémoire technique.
 - * Un certificat de visite (la visite ou la connaissance du site attestée par le MOV est obligatoire avant remise d'une offre).

1.2 MARCHÉ

Le marché forfaitaire pourra être confié à une entreprise justifiant de sa polyvalence, ou à un groupement d'entreprises.

La visite ou la connaissance des lieux avant remise de l'offre est obligatoire, pour apprécier la complexité des travaux, avec une attestation délivrée par le MOV.

L'offre sera obligatoirement accompagnée d'un mémoire explicatif technique et méthodologique spécifique au déroulement de l'opération en **10 pages au maximum**, et d'un projet de calendrier d'exécution.

1.3 PRÉSENTATION DES OUVRAGES

1.3.1 Configuration du site

L'Hôpital est composé de 3 bâtiments :

- bâtiment « **Saint-Jacques** » composé de 6 niveaux (R-1 à R+4), dont 2 niveaux désaffectés et vidés d'occupants (R+2 et R+3)
- bâtiment « **Val de Brenne** » composé de 4 niveaux, (R-1 à R+2) + combles techniques
- bâtiment « **Arquebuse** » composé de 4 niveaux (RDC à R+3) + combles techniques

Particularités :

- Le bâtiment « Saint-Jacques » est relié au bâtiment « Val de Brenne » par une passerelle au niveau R+1 ;
- Le bâtiment « Val de Brenne » est relié au bâtiment « Arquebuse » par une circulation au
- Dans le cadre de ces travaux, Il a été convenu que le niveau de référence était le niveau RDC du Val de Brenne. Par conséquent, le niveau R-1 actuel du bâtiment Arquebuse devient le niveau RDC, et ainsi de suite.
- Les deux salles informatiques de l'Etablissement (RDC bâtiment « Arquebuse » et RDC bâtiment « Saint-Jacques ») sont équipées d'un système d'extinction type Argo 55 de CHUBB. Ces équipements récents sont indépendants du SSI.

Les accès pompiers se situent :

- Au niveau RDC du bâtiment « Saint-Jacques »
- Au niveau RDC des bâtiments « Val de Brenne/Arquebuse »

1.3.2 Périmètre d'intervention et classements

2. Bâtiment	Effectif public
Bâtiment principal Saint-Jacques	229
Maison de retraite Val de Brenne	281
Bâtiment Arquebuse	94
	604 personnes

Les niveaux désaffectés R+2 et R+3 du bâtiment « Saint-Jacques » font partie du programme de travaux.

Le programme de travaux porte donc sur l'ensemble des 3 bâtiments.

1.3.3 Description résumée de l'opération

Les prestations et travaux à exécuter dans le cadre de ce marché de travaux comportent en résumé :

- les études d'exécution traduisant les spécifications du CCTP,
- les plans d'ateliers et de chantier (documents PAC)
- l'organisation générale du chantier pendant la période de préparation,
- la coordination entre intervenants en réalisation,
- des travaux préparatoires et connexes,
- des percements et reprises,
- toutes les prestations nécessaires au bon déroulement des travaux précités : déposes, protections, nettoyeurs, rebouchements et calfeutrements CF, etc.

Pour mémoire, le Bureau d'Etudes est titulaire d'une mission d'assistance technique hors cadre loi MOP comportant la définition des ouvrages et un suivi des travaux. Dans ce cadre, le CCTP comporte de simples prédimensionnements à affiner et confirmer ou optimiser par les études d'exécution.

Les travaux sont réalisés dans un établissement en exploitation. Pendant la période de préparation, l'entreprise devra établir et proposer son mode opératoire détaillé jusqu'à validation par le Maître d'Ouvrage.

Les accès au chantier seront à valider par le MOV.

Des emplacements situés à proximité de ces accès pourront être mis à disposition par le CH pour le stockage des matériaux.

L'absence d'amiante ou de plomb devra être confirmée par un diagnostic avant travaux diligenté par le CH.

Le chantier comprend des interventions dans des laboratoires, locaux de soins, ou avec risques de propagation d'agents biologiques ou autres ; le titulaire devra prendre les dispositions adéquates pour informer les travailleurs en particulier au niveau :

- des risques pour la santé et des prescriptions en matière d'hygiène,
- des précautions à prendre,
- du port des EPI et des bonnes pratiques en la matière,
- des procédures en cas d'accident.

Le MOV se réserve la possibilité de dispenser des séances de formations ou informations aux personnels si besoin.

1.3.4 Limite des prestations

- Alimentation, raccordement et commande des ventouses électromagnétiques pour porte à charge de l'électricien.
- Interventions sur les recoupements dont maintenance des portes, adaptées en l'état.

1.3.5 Méthodologie applicable au déroulement des travaux

Les travaux sont à réaliser en une tranche dans un établissement soumis à des contraintes spécifiques, l'activité des services étant continu 365 jours/an. Les plages horaires de travail devront donc être harmonisée avec celle du CH.

Les travaux devront donc faire l'objet d'une analyse fine du chantier par l'entreprise, dans la période de préparation, pour minimiser les aléas de chantier et éviter des actions intempestives affectant l'activité ou les patients. L'intervention simultanée de plusieurs équipes est demandée pour optimiser la réalisation des travaux dans le délai fixé.

Les interventions dans les locaux accessibles au public sont donc toujours soumises à l'accord du CH, une semaine à l'avance, par courriels au Service Technique du CH. En cas de difficultés, des prolongations de délais pourront être actées par OS.

Lorsqu'il y aura nécessité d'interrompre le fonctionnement d'une installation ou partie d'installation, la demande sera à formuler au minimum une semaine auparavant par courriels au Service Technique du CH.

L'entreprise nettoie les locaux concernés par les travaux, à l'issue de chaque journée ou demi-journée de travail et peut établir un état des lieux en présence des représentants de la maîtrise d'Ouvrage, avant travaux, zone par zone.

Les systèmes dédiés à la sécurité des personnes et des biens sont maintenus en service.

1.4 INDICATIONS RELATIVES AU MARCHÉ

1.4.1 Dispositions générales

Le marché est constitué des éléments définis dans le §1.1. et dans la suite du CCTP.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) a pour but de faire connaître à l'Entreprise les ouvrages à exécuter. Avant de remettre son offre, l'Entreprise a le devoir de compléter son information, si elle le juge nécessaire, auprès du Maître d'Ouvrage, du BET, et éventuellement des Organismes de Contrôle désignés, des Concessionnaires de réseaux, et autres, de sorte que les prestations ne souffrent d'aucune contestation ultérieure. Toute question ou anomalie se rapportant au DCE doit être signalée au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres au BET ou au Maître d'Ouvrage, qui statuera...

Le prix du marché est global et forfaitaire. Les produits intervenants dans la composition de l'ouvrage sont multiples. L'Entreprise doit l'intégralité des éléments et des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, que ceux-ci soient détaillés ou non dans le DCE. De même L'Entreprise doit vérifier et réajuster les prédimensionnements et les quantités indiqués dans le DCE, selon besoin.

1.4.2 Délais d'exécution et calendrier prévisionnel

Le délai de réalisation est égal à 30 semaines et se décomposent ainsi :

- préparation : 4 semaines
- exécution : 23 semaines
- validation, essais, formation, déposes : 3 semaines.

Son respect implique l'intervention simultanée de plusieurs équipes et corps de métiers.

Un calendrier détaillé d'exécution est proposé par l'entreprise avec son offre, puis mis au point lors de la période de préparation avec les utilisateurs.

Proposition de phasage :

- Phase 1 :
 - remplacement du SSI du bâtiment « Saint-Jacques »
 - création du local SSI au RDC et mise en place des nouveaux équipements centraux ECS/CMSI
 - le nouveau SSI de Saint Jacques est repris depuis la nouvelle centrale
 - suppression de la centrale CERBERUS Saint Jacques
 - les installations SSI existantes des bâtiments « Arquebuse » et « Val de Brenne » sont conservées sur l'ancienne centrale
 - à la fin de la phase 1, une réception technique du SSI sera réalisée sur le bâtiment « Saint-Jacques »
- Phase 2 :
 - remplacement des SSI des bâtiment « Arquebuse » et « Val de Brenne »
 - à la fin de la phase 2, une réception technique du SSI sera réalisée sur les bâtiments « Arquebuse » et « Val de Brenne »
- Phase 3 :
 - - dépose des installations existantes non réhabilitées de 3 bâtiments.

1.4.3 Allotissement

LOT 1 : SSI – Electricité

LOT 2 : Menuiseries Intérieures

1.4.4 Qualifications exigées

L'Entreprise devra présenter des compétences et qualifications en rapport avec la complexité de l'opération.

Celles-ci devront être renseignées dans l'offre par la présentation :

- d'attestation de qualification établis par des organismes habilités, pour chacun des corps d'état impliqués,
- de références (3 au minimum par corps d'état) ou certificats de capacité d'opérations similaires, en établissements hospitaliers ou EHPAD.

Ces attestations, références et certificats pourront être pris en compte pour le classement des offres.

L'absence de qualifications professionnelles ou de références en établissement de santé pour des opérations similaires peut constituer un motif de rejet de l'offre.

1.5 CADRE GENERAL

Les ouvrages doivent répondre pour la qualité des matériaux et matériels, ainsi que pour leur mise en œuvre, aux prescriptions des textes législatifs et réglementaires et documents techniques en vigueur. Chaque élément proposé doit avoir reçu les agréments techniques ou certificats de conformité aux normes attestés par PV ou certificats d'organismes habilités.

L'Entreprise réalise les ouvrages avec tous les soins nécessaires selon les règles de l'art, avec un personnel qualifié pour les tâches qui lui sont confiées. Elle doit justifier des qualifications du personnel sur demande.

Il est demandé la conformité à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements, équipements ou systèmes assujettis, ainsi qu'aux autres documents listés ci-après, notamment :

- Cahier des charges D.T.U. et Prescriptions Générales ayant valeur de D.T.U. applicables aux ouvrages à exécuter.
- Normes françaises en vigueur.
- Avis technique du C.S.T.B.
- Les DTU (Documents Techniques Unifiés) relatifs aux règles de mise en œuvre et de calcul pour certains travaux du bâtiment, publiés par le CSTB (Centre Scientifique des Techniques du Bâtiment).
- Règlement de sécurité contre l'incendie.

Les certificats du C.S.T.B., ainsi que les procès-verbaux d'agrément des matériaux seront fournis par l'entrepreneur pendant la période de préparation.

L'application des instructions, directives et circulaires est conditionnée aux instructions données par le Maître d'Ouvrage qui devra alors les identifier par leur numéro, leur objet et leur date de publications. Celles-ci sont publiées sur le site internet relevant du Premier ministre. (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>).

Il en est de même pour les consignes ou procédures particulières à l'établissement.

Cette énumération n'est pas limitative. Les entreprises doivent se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre des ouvrages à réaliser.

1.6 PRESCRIPTIONS QEB

Les bois utilisés doivent être issus de forêts gérées durablement et doivent donc justifier pour les bois nationaux de la certification FSC ou PEFC, et pour les bois tropicaux et extra-nationaux de la certification FSC (Forest Stewardship Council).

Dans le respect des règles juridiques de mise en concurrence, et à caractéristiques techniques équivalentes, les bois utilisés doivent être si possible d'essences locales ou régionales labellisées, et ceci afin de réduire les G.E.S.

En aucun cas les bois ne doivent être d'essences menacés.

Sont considérés comme menacés :

- les essences de bois en annexe I, II et III de la CITES
- les essences de bois sur la liste rouge de l'UICN dans la catégorie (CR) en danger critique d'extension, (EN) en danger.
- Les essences considérées comme (VU) vulnérable sont déconseillées. Si elles sont inévitables d'utilisation, les essences (VU) doivent être obligatoirement issues d'une forêt certifiée FSC.

Les ouvrages doivent répondre pour la qualité des matériaux et matériels, ainsi que pour leur mise en œuvre, aux prescriptions des textes législatifs et réglementaires et documents techniques en vigueur. Chaque élément proposé doit avoir reçu les agréments techniques ou certificats de conformité aux normes attestés par PV ou certificats d'organismes habilités.

2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 INTRODUCTION

Ces dispositions générales sont applicables à l'ensemble du marché et ne sont pas répétées dans la suite. Les frais qui en découlent font partie intégrante du prix forfaitaire et sont à intégrer aux prix des articles constitutifs de celui du marché.

2.2 PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

2.21 Période de préparation

Pendant la période de préparation, les entreprises mettent en place les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité, établissent les documents d'exécution (plans EXE/PAC, note de calculs, réservations, notices) et le calendrier d'exécution détaillé, organise les approvisionnements en matériels, présente les échantillons demandés. Ces prestations sont réalisées en étroite coordination avec l'ensemble des intervenants sous la direction du Maître d'Œuvre dans un délai maximal de :

- 14 jours suivants la notification du marché pour le calendrier d'exécution,
- 21 jours suivant la notification du marché pour les autres documents.

2.22 Hygiène et sécurité

L'Entrepreneur est tenu de satisfaire à l'ensemble des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, concernant l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs et des personnes, sans autres stipulations particulières, notamment à la loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993 et à ses décrets d'application.

2.23 Etudes, coordination, exécution

Chaque Entreprise doit établir les Plans d'EXE et d'Atelier et de Chantier (PAC) pour les ouvrages qui lui incombent en tenant compte des solutions techniques définitivement adoptées, des caractéristiques du matériel retenu et des contraintes des existantes. A ce stade la libre concurrence laissée sur les matériels, à niveau de performance et de qualité égales, peut générer des variations dans certaines particularités techniques, encombrements ou modes de pose des produits.

Ces documents (plans, schémas, épures, note technique...) sont accompagnés, le cas échéant, de toutes notes de calculs ou justificatifs, puis présentés BET avant la mise en œuvre. L'Entreprise reste néanmoins responsable, malgré le visa du BET, de toutes les erreurs qu'il aurait pu commettre dans l'exécution de ces documents, ou dans leur mise en œuvre.

Après mise au point, ces documents et tous les renseignements nécessaires sont diffusés au tant que de besoin aux intervenants.

L'entreprise doit :

- Vérifier toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance entre les différents plans. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne doit être prise à l'échelle sur les dessins : les Entrepreneurs doivent s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, des contraintes diverses.
- Prendre contact avec le BET et suivre ses instructions lors des phases successives de l'opération dont : mise au point des PAC, des réservations et du calendrier d'exécution, organisation du chantier et du déroulement des travaux, finalisation et validation des travaux, etc.

- Assurer des échanges nécessaires avec les autres parties aux stades des études, de l'exécution, des essais et des mises en service de système de toute nature, en faisant part au BET des difficultés éventuelles rencontrées aux différentes étapes de l'opération.
- Fournir tous les documents et réaliser toutes les prestations demandées par le Bureau de Contrôle, par le coordinateur SPS ou par le Coordinateur SSI, dans le cadre de leurs missions. L'Entreprise signale au BET toute contradiction qui pourrait apparaître entre une demande de l'un de ces organismes et les stipulations du marché.
- Prendre contact avec le Maître d'Ouvrage au moment de la prise en charge des installations pour assurer les compléments de formation nécessaire au Personnel d'Exploitation.

2.24 Réservations, percements, encastrement et raccords

L'Entreprise devra au cours de la période de préparation présenter au BET, pour accord et coordination les solutions retenues pour l'exécution des travaux.

Dans les ouvrages existants ou en cas de retards ou d'erreurs dans les demandes de réservations l'Entreprise doit la réalisation des réservations de toutes natures dont les percements, saignées en parois, scellements, rebouchages et autres. Ces interventions sont réalisées avec des outils performants tels que des perforatrices ou rainureuses dotés de système d'aspiration des poussières, ou tout autre matériel approprié.

Les rebouchages sont dus par l'entreprise dans tous les cas et sont réalisés avec les matériaux adéquats pour remise en état initial.

Les atteintes au gros œuvre et aux ouvrages d'autres corps d'état doivent recevoir l'accord préalable du BET, ne pas en altérer la solidité, la fonctionnalité ou l'aspect et peuvent faire l'objet de prescriptions particulières. L'Entreprise reste responsable des conséquences de ses travaux sur la solidité de la construction, sur l'apparition de fissures et de taches, avant comme après l'exécution des peintures ou la pose des revêtements.

L'Entreprise doit la protection contre la corrosion des différentes pièces en métaux corrodables, tôles, fourreaux, conduits, profilés, chemins de câbles et tous autres, apparents ou noyés en tranchées ou percements.

Les travaux entraînant des nuisances, dont le bruit, sont réalisés en dehors des heures d'ouverture au public.

2.25 Choix des matériels, échantillons, ouvrages témoins

Les références des matériels mentionnées dans les C.C.T.P. et D.P.G.F. de cette consultation se rapportent à des produits de fabricants connus et réputés. Ils ont pour objet de clarifier le travail de l'Entreprise dans sa compréhension des prescriptions du BET et des besoins du Maître d'Ouvrage, notamment en termes de qualité de la prestation attendue.

Les Entreprises :

- Soit s'engagent à respecter les prescriptions proposées ; l'absence de mention particulière dans leur offre vaut engagement de l'entreprise d'installer les produits proposés dans le cahier des charges.
- Soit proposent des matériels de marques différentes mais strictement équivalentes techniquement et qualitativement aux produits préconisés. Dans ce cas l'entreprise doit mentionner très précisément les références et les caractéristiques techniques des produits équivalents qu'elle se propose d'utiliser.

Les produits intervenant dans la composition des ouvrages sont multiples et peuvent ne pas être tous détaillés dans le CCTP. Dans tous les cas ils sont neufs, de première qualité et appropriés à l'environnement.

Les matériels sont issus de constructeurs disposant d'agences régionales susceptibles d'intervenir efficacement au titre de la garantie, de la maintenance ou de la fourniture de pièces de rechange.

Avant toute commande définitive, les Entrepreneurs sont tenus de soumettre à l'agrément du BET les différents matériels qu'ils proposent pour que celui-ci puisse s'assurer des caractéristiques dimensionnelles, qualitatives et esthétiques auxquelles doivent répondre obligatoirement les matériels prescrits.

L'entreprise doit donc présenter des documentations techniques et des d'échantillons ou réaliser des prototypes ou ouvrages témoin, à renouveler selon besoin en cas de rejet par le Maître d'Œuvre de produits non conformes aux stipulations du marché.

Les teintes des matériaux seront aux choix du BET ou du CH, dans toute la gamme de la marque indiquée au C.C.T.P., sur présentation d'échantillons par l'Entrepreneur sauf indications contraires stipulées dans le présent C.C.T.P.

2.26 Contrôles interne des entreprises

En début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom des personnes chargées du suivi de l'opération et d'assurer le contrôle des prestations du marché.

2.27 Travaux en cours d'exploitation

En sus des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, concernant l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs et des personnes, et en l'absence de spécifications particulières contraires, les travaux exécutés en période de fonctionnement, ou après la mise en service d'une partie des installations, ne devront pas perturber l'exploitation normale de l'Etablissement.

L'Entreprise mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour satisfaire à cet impératif dont : écrans ou cloisons de séparation, branchements temporaires, horaires de travail avec des intervention en dehors des heures d'exploitation, etc.

2.28 Démolitions et dépose

Lors des déposes ou démolitions, à effectuer avec le plus grand soin, toutes précautions seront prises pour éviter ou réduire les émissions de bruits, poussières, et autres nuisances.

En cas de présence d'amiante, toutes les interventions à réaliser au niveau des travaux devront donc tenir strictement compte des dispositions législatives et réglementaires concernant l'amiante et des recommandations publiées par le C.S.T.B, l'I.N.R.S. et tout autre organisme officiellement reconnu en matière de prévention dans le bâtiment.

2.29 Elimination des déchets

Chaque entreprise doit réaliser l'élimination des déchets induits par les interventions objet du marché en suivant les procédures règlementaires, en particulier :

1. Assurer la traçabilité de l'élimination des déchets de toute nature.
2. Identifier clairement ces déchets et établir un état des quantités.
3. Les trier conformément aux exigences de la filière.
4. Les acheminer sur des centres de traitement homologués via une filière agréée.

Les brûlages sur chantier sont strictement interdits.

Tout stockage temporaire sur le site devra être soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

Si des déchets comportent des agents biologiques ou autres, leur élimination est à réaliser en suivant les instructions du CH.

L'entreprise doit tenir un cahier d'élimination des déchets et produire sur simple demande en cours de réalisation ou avec le DOE le bilan correspondants avec les bordereaux justificatifs de l'évacuation de l'ensemble des déchets dans des sites et des filières agréés.

2.3 CONTROLE ET VALIDATION DES TRAVAUX

2.31 Dossiers des installations

L'entreprise remet sur simple demande tout document relatif aux ouvrages à l'attention des entités impliquées directement dans l'opération : BET, Contrôleur technique, Coordinateur SPS et SSI et autres. La diffusion de document est conditionnée aux procédures particulières en vigueur dans l'établissement concernés.

Elle constitue en phase de préparation puis tient à jour jusqu'à la réception les documents techniques d'installation, en lien entre la conception et la maintenance, pour aboutir à la production du DOE et à celle du dossier d'intervention ultérieur de l'ouvrage (DIUO), établi sous la direction du Maître d'Ouvrage pour répondre :

- au Code du Travail art R 4211-3 *« le Maître d'Ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs au moment de la prise de possession de locaux et au plus tard dans le mois qui suit un dossier de maintenance des lieux de travail. Ce dossier comporte, outre les notices et dossier techniques prévus aux articles R. 4212-7, R. 4213-4 et R 4215-3, les dispositions prises...etc. »*,
- au code de la construction et de l'habitation, et notamment aux art. GE2, EL2, EC4 et MS3 du Règlement de sécurité des ERP,
- à tout autre dossier réglementaire relatif à l'opération.

A la réception, l'Entreprise devra donc présenter les éléments suivants, au minimum en 4 exemplaires papier et 1 version numérique sur CD ROM

1. Les plans de chantier des installations avec détail des prestations (Fichier DXF – DWG).
2. Les notices d'emploi et d'entretien (fichier format PDF)
3. Les fiches et documents techniques (fichier format PDF)
4. Les procès-verbaux d'essais (Fichier format PDF).

Le cas échéant

1. Les attestations de conformité
2. 3- Les fiches de déclaration environnementale des produits répondant à une démarche d'éco conception.

2.32 Réceptions

La réception des ouvrages est réalisée en suivant les prescriptions établies par le Maître d'Ouvrage dans le cadre des dispositions réglementaires ou contractuelles applicables au marché rappelées au §1.1.

L'opérateur économique devra prévoir le matériel nécessaire au contrôle du système de désenfumage.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché n'ont pas été exécutées ou terminées, la personne responsable du marché peut décider de prononcer la réception, avec réserves. L'entrepreneur s'engage alors à exécuter les prestations correctives dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de réception. Si ces prestations ne sont pas faites dans ce délai de trois mois, la personne responsable du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur.

La prise de possession des ouvrages par le Maître de l'Ouvrage doit être précédée de leur réception. Toutefois, en cas de retard dans le déroulement des travaux, d'interventions en site occupé, de décomposition en tranche, ou d'urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux

contradictoire qui peut être formalisé dans un simple compte rendu du BET, validé et contractualisé en l'absence de contestation dans les 5 jours calendaires suivant sa diffusion par courriel.

2.33 Assistance complémentaire

L'entreprise doit assistance au Maître d'Ouvrage et au BET lors des interventions réalisées pour assurer la validation de ouvrages ou leur mise en service, sur simple convocation, tel qu'à l'occasion de :

- interventions du Contrôleur Technique,
- visite d'organisme officiels, de la Commission de Sécurité, des Assureurs, avec le cas échéant réalisation d'essais complémentaires,
- accompagnement du Maître d'Ouvrage lors du transfert des ouvrages à l'Utilisateur.

2.4 DISPOSITIONS DIVERSES

2.41 Assurances

Tout candidat au marché doit être titulaire d'un contrat d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, des tiers et autre en cas d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Les offres émanant d'entreprises dont le montant ou l'étendue des garanties sont insuffisants sont écartées.

2.42 Garanties

Les garanties suivent les dispositions établies par le Maître d'Ouvrage dans le cadre des dispositions réglementaires ou contractuelles applicables au marché (§1.1) et comportent :

- une garantie de parfait achèvement par laquelle l'entreprise doit remédier à toute malfaçon ou carence constatée ou survenue dans l'année qui suit la réception.
- une garantie biennale de bon fonctionnement portant sur le remplacement ou le dépannage de tout équipement dont le fonctionnement est défectueux au cours des deux années qui suivent la réception des travaux.
- une garantie décennale pour les ouvrages assujettis (structure, couverture, etc.)

La garantie biennale s'ajustera, le cas échéant, à des temps plus longs, résultant des normes homologuées ou de conditions particulières des Constructeurs. Celles-ci sont stipulées dans le CCTP. Exemples : batteries d'accumulateurs, systèmes de câblage...

Les interventions réalisées en application de ces garanties comportent la remise en état des ouvrages ou équipements impactées par ces désordres et travaux tous correctifs induits.

Ces garanties ne sauraient s'appliquer, en cas de défaillances dans l'emploi ou la maintenance, ni en cas d'atteintes imputables à des tiers et dûment constatées, ou à des désordres climatiques.

2.43 Compte rendus

La mission du BET auteur du CCTP comporte l'organisation ou la participation à des réunions ou visites de chantiers. Celles-ci font l'objet de compte-rendu ou de fiches de visite qui sont validés et contractualisés en l'absence de contestation dans les 5 jours calendaires suivant leur diffusion par courriel, ou courrier postal simple.

3 SPECIFICATIONS PARTICULIERES

3.0 GÉNÉRALITÉS

Les travaux et prestations à réaliser sont décrits par nature d'ouvrage dans la suite. Ces spécifications particulières complètent ou précisent celles des titres 1 et 2 du CCTP.

Il est rappelé que le prix du marché est forfaitaire, que les produits intervenants dans la composition de l'ouvrage sont multiples, que l'Entreprise doit l'intégralité des éléments et des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, que ceux-ci soient détaillés ou non dans le DCE.

Toutes les dimensions et quantités indiquées dans le CCTP sont des prédimensionnements donnés à titre indicatif. L'Entreprise doit les vérifier avant remise de l'offre, et les réajuster selon besoin, pour aboutir à la DPGF annexée à son offre.

La largeur de passage ne devra jamais être inférieure à 5% des unités de passages réglementaires (PMR et incendies).

Pour mémoire, les accès aux zones de chantier à confirmer et valider par le MOV pour les dispositions particulières se situent :

- au niveau 0 du bâtiment Saint-Jacques,
- au niveau 0 du bâtiment Arquebuse,
- au niveau 0 du bâtiment Val de Brenne,
- au niveau R-1 du bâtiment Val de Brenne, zone technique

Des emplacements situés à proximité de ces accès pourront être mis à disposition par le CH pour le stockage des matériaux.

Les travaux sont réalisés en respectant strictement les directives du CH et du CSPS relatives à l'hygiène et à la sécurité. Les travaux entraînant des nuisances fortes incompatibles avec l'activité des services devront être isolés de ces services par des écrans ou cloisons provisoires assurant l'étanchéité aux poussières et un degré PF 1/4h.

Les percements sont réalisés avec des techniques dites de sciage-carottage, permettant de limiter les nuisances et d'optimiser leur réalisation. Les outils sont exclusivement électriques, les solutions avec moteurs thermiques ou centrales pneumatiques étant exclues. Les gros percements susceptibles d'affecter la solidité seront soumis à l'aval du Contrôleur Technique qui pourra exiger des notes de calcul.

Des interruptions de travaux à effet immédiat pourront être demandées par le CH ou par le BET en cas de non-respect de ces directives ou lors de circonstances exceptionnelles liées à l'activité du CH. Elles pourront être signifiées verbalement sur site mais devront être confirmées par courriel ou ordre de service.

3.1 TRAVAUX DE DEPOSE

Dépose de bloc porte intérieur 2 vantaux

L'entreprise du présent lot doit :

- La protection des sols par polyane.
- La dépose sans réemploi de blocs portes existants, y compris huisserie, compris bouchement des scellements de fixation des huisseries.
- Le colmatage des feuillures.
- La dépose des seuils de portes.
- La dépose des butoirs au sol.
- Le tri et évacuation en décharge contrôlée.
- Le nettoyage à l'aspirateur.

Localisation :

- bloc porte repère PCF 3.1 : niveau R-1 Val de Brenne
- bloc porte repère IS.10.1 : niveau R+1 Val de Brenne

3.2 BLOCS-PORTES DAS

Rappel :

- Les pictogrammes réglementaires sont fournis par le lot 1 SSI.
- Fourniture des PV du CSTB de classement au feu des blocs-portes, des P.V. de conformité à la norme DAS N.F.S. 61937 (fiche X) et des bordereaux de commande et de livraison des portes concernant le chantier.
- Alimentation, raccordement et commande à charge de l'électricien.

Fourniture et pose de bloc-porte DAS CF ½h EI30 SA (700+700) x 2100mm comportant :

- - Montage à l'avancement ou après coup sur tout type de support.
- Toutes sujétions de pose des huisseries à l'avancement sont à la charge du présent lot.
- - Huisserie/bâti bois exotique ou européen avec joint intumescent et joint d'étanchéité à l'air.
- - Portes, épaisseur 51 mm. Cadre bois exotique. Joint intumescent en périphérie
- 2 vantaux en simple action
- reprises et raccords sur existants (cloisons, plafond),
- ferme porte
- Battement chant droit avec joint intumescent.
- Masse surfacique du vantail seul (sans équipements) : 36kg/m2.
- Ferrage par 4 paumelles de 130 mm.
- Angle Maxi en attente en fonction du ferme porte
- Déclencheur électromagnétique et boîtier de connexion
- Dispositif anti-réarmement involontaire
- Compris tous couvre-joints nécessaires et finitions
- protection garde-pieds acier,
- couche impression pour peinture,
- Label CTB. Marquage aux normes en vigueur.

Localisation :

- Val de Brenne, R-1, circulation VB-1-CIR.36, repère PCF 3.1.

Fourniture et pose de bloc-porte DAS CF ½h EI30 DA (800+800) x 2100mm comportant :

- - Montage à l'avancement ou après coup sur tout type de support.
- Toutes sujétions de pose des huisseries à l'avancement sont à la charge du présent lot.
- - Huisserie/bâti bois exotique ou européen avec joint intumescent et joint d'étanchéité à l'air.
- - Portes, épaisseur 51 mm. Cadre bois exotique. Joint intumescent en périphérie
- 2 vantaux en double action
- reprises et raccords sur existants (cloisons, plafond),
- ferme porte
- Battement chant droit avec joint intumescent.
- Masse surfacique du vantail seul (sans équipements) : 36kg/m2.
- Ferrage par 4 paumelles de 130 mm.
- Angle Maxi en attente en fonction du ferme porte
- Déclencheur électromagnétique et boîtier de connexion
- Dispositif anti-réarmement involontaire
- Compris tous couvre-joints nécessaires et finitions
- protection garde-pieds acier,
- couche impression pour peinture,
- Label CTB. Marquage aux normes en vigueur.

Localisation :

- Val de Brenne, R+1, circulation VB+1-CIR.80, repère IS.10.1.

3.3 VENTOUSES

Fourniture et pose de ventouse électromagnétique pour porte, compris contre plaque articulée et tous supports ou rallonges nécessaires.

Force de maintien 50daN.

Position en partie haute dès que possible.

Conformes aux normes NF EN 11-55, aux parties applicables de la norme NF S 61-937 et certifiés CE RPC.

Alimentation électrique à charge de l'électricien, modèle et caractéristique de l'alimentation à définir avec ce dernier.

Localisation :

- Saint-Jacques, RDC, circulation SJ-0-CIR.41, repère IS.4.3
- Saint-Jacques, RDC, circulation SJ+1-CIR.80, repère IS.7.1
- Val de Brenne, RDC, circulation VBJ-0-SER.15, repère PCF.5.1
- Val de Brenne, RDC, circulation VBJ-0-SER.16, repère PCF.5.2
- Val de Brenne, RDC, circulation VBJ-0-SER.16, repère PCF.5.3
- Val de Brenne, RDC, circulation VBJ-0-CIR.38, repère PCF.5.4
- Saint-Jacques, R+1, circulation SJ+1-CIR.55, repère IS.6/7.1

3.4 CONTACTS DE POSITION DE SECURITE

Fourniture et pose d'un contact de position de sécurité sur montant paumelles ou traverse haute de l'huissierie des portes DAS existantes en limite de zone de compartimentage compris toutes sujétions de pose.

Localisation :

- Saint-Jacques, R+1, circulation SJ+1-CIR.55, repère IS.6/7.1
- Saint-Jacques, R+2, circulation SJ+2-CIR.43, repère IS.12/13.1
- Saint-Jacques, R+3, circulation SJ+3-CIR.30, repère PCF.20/21.1
- Saint-Jacques, R+4, circulation SJ+4-CIR.27, repère PCF.25/26.1
- Val de Brenne, R+1, circulation VB+1-CIR.23, repère PCF.8/9.1.
- Val de Brenne, R+1, circulation VB+1-CIR.23, repère PCF.8/10.1.
- Val de Brenne, R+2, circulation VB+2-CIR.03, repère PCF.15/16.1.
- Val de Brenne, R+2, circulation VB+2-CIR.03, repère PCF.15/17.1.
- Arquebuse, R+2, circulation AR+2-CIR.29, repère PCF.18/19.1.
- Arquebuse, R+2, circulation AR+2-CIR.29, repère PCF.18/19.2.
- Arquebuse, R+3, circulation AR+3-CIR.30, repère PCF.23/24.1.
- Arquebuse, R+3, circulation AR+3-CIR.30, repère PCF.23/24.2.

3.5 RÉCEPTION ET MISE EN SERVICE

L'installation devra faire l'objet d'une réception en présence de l'utilisateur, du bureau de contrôle, du coordinateur SSI et de l'installateur.

A la réception, l'entreprise devra fournir au titre des DOE, 3 exemplaires papiers et 3 exemplaires dématérialisés. (plans, schémas, notices techniques, autocontrôle, etc.).

4 COMPLEMENTS

4.1 OPTIONS

Sans objet.

5 ANNEXES

5.1 LISTE DES PLANS

ME 1 à ME 13 plans d'implantation des travaux de menuiseries échelle 1/100 ou 1/50

5.2 DIVERS

Cadre pour le chiffrage : se reporter à la décomposition du prix global et forfaitaire.

Dispositions fonctionnelles SSI : se reporter au Cahier des charges fonctionnel du SSI.

Autres éléments à joindre obligatoirement à l'offre :

- Notice Technique et méthodologique spécifique à l'opération (10 pages maxi)
- Calendrier proposé pour l'exécution dans le cadre du délai
- Certificat de visite délivré par le CH
- Tout documents justifiant des compétences, références et moyens matériels